

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 04 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE NOUVELLE NOREA

7 Avenue Jean Joxé
CS 20248
Cedex 1
49000 Angers

Code AIOT : 0005506793 / Référence: UD35/2025-240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement SOCIETE NOUVELLE NOREA implanté ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 Louvigné-du-Désert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée dans le cadre d'une action coup de poing "poussières" sur les installations de fabrication d'aliments pour le bétail du département.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE NOUVELLE NOREA
- ZI de la Rouillais Rue Emile Deshayes 35420 Louvigné-du-Désert
- Code AIOT : 0005506793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la préparation de recettes pour animaux (céréales)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif,

mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	7 jours
3	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de prévention	Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 2.1 et article 7.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions Générales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le taux d'empoussièrement des installations de fabrication est alarmant et nécessite une action de la part de l'exploitant.

L'absence du responsable nettoyage et les difficultés de recrutement sur ce poste ne doivent pas diminuer le niveau de sécurité des installations. Des mesures compensatoires doivent être mises en œuvre pour garantir le maintien de ce niveau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'inspection a été réalisée de manière inopinée, toutefois le responsable du site s'est montré disponible et nous a accompagné lors de la visite des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Empoussièrement
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Les pieds de silos ne présentent pas de dépôt important de poussières, seule la présence de tas de produits issus de 2 fuites et d'un bourrage datant de moins de 48h ont pu être constatés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant éliminera les dépôts constatés dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE P...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/1995, article 2.1 et article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité au dossier déposé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.</p> <p>Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>Extrait de l'étude de danger déposé le 22 décembre 2017 :</p> <p>"La tour de fabrication n'est pas suffisamment empoussiérée pour y <u>considérer</u> une explosion secondaire. En effet, une personne du site est en charge, uniquement, du nettoyage de la tour, selon une procédure précise, et du contrôle de son efficacité."</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différentes zones de production du site présentent une accumulation importante de poussières. Les zones de la granulation, du dosage « verse en sac », des tamiseurs, et des presses présentent une couche de poussières allant de quelques millimètres à un centimètre sur la quasi-totalité des équipements et machines, structures porteuses et les sols.</p> <p>La mise en suspension de cette poussière est générée par le passage régulier des opérateurs. Le poste de responsable nettoyage qui, dans l'étude de danger, permet de maintenir le niveau d'empoussièrement sous le seuil de dangerosité et d'exclure le phénomène d'explosion est vacant depuis un mois. Les opérateurs doivent compenser cette absence par le nettoyage de leur poste à la fin de chaque quart, cette opération peu habituelle et venant s'ajouter à une charge de travail importante compte tenu de la période de campagne n'est pas réalisée de manière suffisante, l'accumulation de poussières en atteste. La montée en charge de l'activité, dans les prochaines semaines, va faire peser un risque important d'explosion.</p> <p>Le zonage ATEX ^(*) est en cours de refonte, en son absence les mesures de prévention du risque sont limitées (notamment, il a été constaté présence de téléphones portables non ATEX sur une grande partie des installations). ^(*) en application de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 1995.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra sous 1 semaine, faire réaliser un nettoyage des zones de production de ses installations afin de limiter le risque d'explosion de poussières et adapter la fréquence de nettoyage afin de maintenir un faible niveau d'empoussièrement.</p> <p>L'exploitant finalisera son zonage ATEX, le matérialisera au sein des installations et rappellera les consignes associées à ces zones aux opérateurs sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours